



OIEC

OFFICE INTERNATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

CATHOLIC INTERNATIONAL EDUCATION OFFICE

OFICINA INTERNACIONAL DE LA EDUCACIÓN CATÓLICA

STATUTES
STATUTS
ESTATUTOS

INDEX

PREAMBULE

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Création et dénomination

Article 2 : Sièges et durée

Article 3 : Définition et buts

TITRE II : MEMBRES

Article 4 : Catégorie de membres

Article 5 : Adhésion

TITRE III : STRUCTURES ET TACHES

A) INSTANCES

Article 6 : Des différentes instances

Article 7 : De l'Assemblée Générale

7.1. Composition

7.2. Organisation

7.3. Fréquence des rencontres

7.4. Votes

7.5. Rôle de l'Assemblée Générale

7.6. Assemblées Générales Extraordinaires

Article 8 : Du Conseil

8.1. Composition

8.2.

8.3. Organisation du Conseil

8.4. Fréquence des rencontres

8.5. Rôle du Conseil

8.6. Votes

Article 9 : Le Bureau Exécutif

9.1. Composition

9.2. Rôle du Bureau Exécutif

Article 10 : Le Secrétariat Général

Article 11 : Les Régions

Article 12 : Le Comité des Finances

Article 13 : La Commission Juridique

Article 14 : Relations avec d'autres instances nationales et internationales

B) DES PERSONES ET DES FONCTIONS

Article 15 : Le Président et les Vice-présidents

15.1. Election

15.2. Rôle du Président

15.3. Rôle des Vice-présidents

Article 16 : Le Secrétaire Général

16.1 Election

16.2 Rôle du Secrétaire Général

Article 17 : Les Secrétaires Régionaux

Article 18 : Les Représentants Permanents

Article 19 : L'Assistant Ecclésiastique

Article 20 : Le Trésorier

TITRE IV FINANCES

Article 21 : Ressources

Article 22 : Anne budgétaire

TITRE V : DISPOSITIONS FINALES

Article 23 : Modifications et additions

Article 24 : Dissolution

Article 25 : Traduction

PROTOCOLE ADDITIONNEL

PREAMBULE

Vu la Déclaration du Concile Vatican II sur l'Education Chrétienne "Gravissimum Educationis momentum", et plus particulièrement le N° 12 recommandant fortement la coordination des activités scolaires aux plans diocésain, national et international ;

Vu le Code de Droit Canonique, et plus particulièrement les normes relatives aux associations de fidèles (can.298 à 329), ainsi que le Directoire concernant les Organisations Internationales Catholiques (OIC) ;

Vu les orientations relatives à l'éducation chrétienne, exprimées après le Concile Vatican II dans les documents des dicastères du Saint-Siège;

Compte tenu des déclarations et conventions mondiales regardant l'éducation et l'enseignement;

Les Membres constituants et associés, réunis en Assemblée Générale à S. Jacques de

Compostelle, Espagne, le 25 mai 2007, adoptent les Statuts modifiés de l'OIEC dont le texte suit.

TITRE I: DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1: CREATION ET DENOMINATION

Il est fondé un Office International de l'Enseignement Catholique, en abrégé OIEC, dénommé dans la suite l'Office.

ARTICLE 2: SIEGE ET DUREE

Sa durée est illimitée. Son siège est déterminé par l'Assemblée Générale et celui-ci se trouve actuellement Av. Houba de Strooper, 718, 1020-Bruxelles (Belgique).

ARTICLE 3: DEFINITION ET BUTS

L'Office est une association mondiale catholique non gouvernementale, ayant pour buts de

- 3.1.** participer à la mission de l'Eglise en promouvant dans le monde un projet éducatif d'inspiration catholique ;
- 3.2.** promouvoir des recherches sur l'apport spécifique de l'Ecole Catholique dans le champ éducatif et sur l'adaptation de l'école aux besoins, réalités et aspirations de son milieu ;
- 3.3.** promouvoir la création, auprès des institutions scolaires et éducatives de "communautés éducatives" dans lesquelles tous les partenaires travaillent de façon solidaire et responsable au progrès scolaire éducatif et culturel, ainsi qu'au développement de l'esprit évangélique, en portant une attention spéciale aux plus déshérités et en accueillant, dans le respect des consciences, tous ceux qui font confiance à cette école ;
- 3.4.** créer et développer des liens d'entraide et de solidarité active et responsable entre les membres ;
- 3.5.** servir le réseau d'échanges entre ses membres, pour leur information mutuelle et l'information des autres éducateurs, grâce au développement de la communication ;
- 3.6.** collaborer avec les organismes de l'Eglise universelle, avec les Conférences épiscopales et avec d'autres organisations catholiques internationales d'enseignement;
- 3.7.** assurer une représentation de l'Enseignement Catholique auprès des instances internationales, en particulier celles qui s'occupent d'éducation;
- 3.8.** défendre et promouvoir l'exercice effectif de la liberté d'enseignement, conformément à la justice distributive, et favoriser des relations de reconnaissance mutuelle et de partenariat, entre l'Enseignement Catholique et les pays dans lesquels il est présent.

TITRE II: MEMBRES

ARTICLE 4: CATEGORIES DE MEMBRES

L'Office accueille quatre catégories de membres :

4.1. Les Membres Constituants :

Ce sont les organismes reconnus par l'autorité compétente et chargés de coordonner et de représenter l'Enseignement Catholique dans un pays.

4.2. Les Membres Associés :

Ce sont les instituts de vie consacrée qui sont engagés dans l'enseignement et ont une extension internationale.

4.3. Les Membres Coopérateurs :

Ce sont des personnes physiques ou morales désireuses de collaborer activement avec l'Office.

4.4. Les Membres d'Honneur :

Ce sont des personnes physiques ou juridiques qui, de par leur fonction, leurs mérites et leurs convictions, accordent sans équivoque et à titre bénévole, leur soutien moral ou matériel à l'action de l'Office.

ARTICLE 5: ADHESION

- 5.1.** Tout candidat désireux de s'affilier à l'Office présente à l'appui de sa demande les renseignements requis, l'engagement à adhérer aux statuts de l'Office en vue de contribuer à sa vitalité et de participer à ses activités, et à versé la cotisation annuelle fixée par l'Assemblée Générale.
- 5.2** Tout membre qui pendant deux années consécutives, n'aura pas payé sa cotisation annuelle, sans présenter une explication satisfaisante au Conseil, perd son droit de vote jusqu'à la régularisation de sa situation.

5.3 Les Membres Constituants doivent être consultés sur la candidature de nouveaux Membres Coopérateurs qui ont le siège dans leur pays.

TITRE III: STRUCTURES ET TACHES

A) INSTANCES

ARTICLE 6: DES DIFFERENTES INSTANCES

L'Office comprend :

- L'Assemblée Générale
- Le Conseil
- Le Bureau Exécutif
- Le Secrétaire Général
- Les Secrétaires Régionaux.
- Le Comité des Finances
- La Commission Juridique.

ARTICLE 7: DE L'ASSEMBLEE GENERALE

7.1. Composition

7.1.1. L'Assemblée Générale, organe suprême de l'Office, est composée de tous les Membres Constituants, un nombre déterminé de Membres Associés, le Secrétaire Général et les Secrétaires Régionaux. Seul, ces membres titulaires ont voix délibérative à l'Assemblée.

7.1.2. Sont également membres de l'Assemblée Générale avec voix consultative, sans droit de vote : les Membres Associés qui ne possèdent pas de voix délibérative, les Membres Coopérateurs, les Membres d'Honneur, l'Assistant Ecclésiastique et les Représentants Permanents.

7.2. Organisation

7.2.1. Les Membres Constituants prennent part à l'Assemblée Générale, autant que possible en délégation représentative ; le chef de délégation est responsable du vote de sa délégation ; s'il est absent d'une délibération, il attribue nominativement le droit de vote.

Pour certaines questions, le Conseil peut décider que seuls les Membres Titulaires participent aux délibérations.

7.2.2. L'ensemble des Membres Associés ne peut disposer de plus de dix voix délibératives, voix désignées par les membres du même groupe.

7.2.3. L'ordre du jour de l'Assemblée Générale est établi par le Secrétaire Général et approuvé par le Conseil.

7.2.4. Le Bureau Exécutif et le Secrétariat de l'Assemblée Générale sont ceux du Conseil.

7.2.5. L'Assemblée Générale est légalement constituée lorsque la majorité absolue des membres ayant droit de vote sont présents ou représentés.

7.3. Fréquence des rencontres

7.3.1. L'Assemblée Générale est convoquée par le Président ou le Secrétaire général par délégation du premier cité.

7.3.2. Le délai entre deux Assemblées Générales ordinaires est en principe de trois ans, mais ne peut excéder quatre années. L'Assemblée Générale devra être convoquée avec un préavis de trois mois, au moins. Et toute convocation s'accompagnera de l'ordre du jour.

7.4 Votes

Sauf prescription particulière prévue aux présents statuts, les décisions de l'Assemblée Générale se prennent à la majorité absolue des membres présents et représentés.

7.5 Rôle de l'Assemblée Générale

7.5.1. Elle détermine les lignes directrices de l'activité de l'Office.

7.5.2. Elle élit les Membres du Conseil.

7.5.3. Elle discute et approuve le rapport d'activités et le plan d'action, ainsi que le rapport financier, présentés par le Conseil.

7.5.4. Elle fixe la cotisation des Membres, approuve les comptes et vote le budget pour l'année en cours.

7.5.5. Elle arrête un Règlement intérieur, sur proposition du Conseil. Toutefois, lorsque le projet a été adopté par le Conseil à la majorité des 2/3 de ses Membres, le Règlement ou les amendements sont provisoirement applicables jusqu'à la prochaine Assemblée.

7.6. Assemblées Générales Extraordinaires

Des Assemblées Générales Extraordinaires peuvent être convoquées sur initiative du Conseil ou à la demande de la majorité absolue des Membres Constituants et Associés qui, dans leur demande collective, doivent préciser l'ordre du jour proposé et les modalités générales désirées.

ARTICLE 8: DU CONSEIL

8.1 Composition :

Le Conseil se compose au moins de 19 et au plus de 32 Membres, à savoir :

8.1.1. Membres avec voix délibérative :

- * 15 à 19 Membres Constituants,
- * 2 à 4 Membres Associés,
- * Le Secrétaire Général,
- * Les Secrétaires Régionaux

8.1.2. Membres avec voix consultative :

- * 1 à 3 Membres Coopérateurs qualifiés,
- * Les Représentants Permanents,
- * L'Assistant Ecclésiastique.

8.2. Les personnes morales à élire doivent, lorsque leur candidature au Conseil est posée, présenter la personne physique qui sera habituellement titulaire.

8.3. Organisation du Conseil

8.3.1. Le Conseil est installé pour la période courant entre deux Assemblées Générales Ordinaires.

8.3.2. Lors de sa première réunion suivant son élection, il désigne parmi ses membres un Bureau Exécutif. Le Secrétaire Général est membre de droit de ce Bureau.

8.3.3 Les Membres Constituants du Conseil sont élus sur proposition de chacune des Régions.

8.3.4. Les Membres Associés du Conseil sont élus sur proposition du groupe des Membres Associés.

8.3.5 En cas d'un empêchement, les Conseillers peuvent se faire représenter par d'autres Conseillers ou par un expert, en fonction de l'ordre du jour. En tout cas, la délégation sera faite par écrit et chaque personne ne peut pas cumuler plus que deux voix.

8.3.6. Tout Membre du Conseil qui, sans explication, et deux ans de suite, n'aurait pas participé aux activités, perd son mandat. Dans ce cas, ou quand il y a une cessation d'activité ou dans toute autre circonstance, le Conseil nomme à sa place un membre du même groupe sur proposition du dit groupe

8.3.7. En cas de nécessité, le Président peut procéder à la consultation du Conseil par correspondance. Lorsque le Conseil n'aura pu se réunir dans l'année, le Secrétaire Général, en accord avec le Président, réunira le Bureau Exécutif et le Collège des Secrétaires régionaux.

8.3.8. Le Secrétaire Général assure le Secrétariat des réunions du Conseil.

8.3.9. Sur proposition du Secrétaire Général, le Président peut inviter un ou plusieurs experts pour consultation sur un ou plusieurs points de l'ordre du jour.

8.4 Fréquence des rencontres

8.4.1. Le Conseil est convoqué par son Président ou par le Secrétaire Général, par délégation.

8.4.2. Il se réunit au moins une fois l'an, et chaque fois que la demande en est formulée par au moins 1/3 des Conseillers délibérants. Le Conseil est convoqué avec un préavis de trois mois, au moins. Toute convocation est accompagnée de l'ordre du jour.

8.5 Rôle du Conseil

8.5.1. Le Conseil veille à l'exécution des décisions de l'Assemblée Générale et prend les mesures nécessaires à l'activité de l'Office dont il assure la gestion financière.

8.5.2. Il fixe la date et le lieu de la prochaine Assemblée Générale.

8.5.3 Il prépare l'Assemblée Générale et décide de son ordre du jour.

8.5.4. Il nomme les délégations ou charge de cette mission le Président ou le Secrétaire Général.

8.5.5. Il autorise le Secrétaire général à signer les Conventions ou les Accords avec d'autres organismes ou des institutions nationales ou internationales.

8.5.6. Entre les Assemblées Générales, il approuve les comptes et vote le budget. Il détermine les critères de différenciation des taux de cotisation annuelle et en fixe le montant.

8.5.7. Il arrête les critères d'une répartition équitable du nombre de conseillers dans les limites de l'article 8.1.1.

8.5.8. Il nomme les membres du Bureau Exécutif.

8.5.9. Il admet les nouveaux Membres qui présentent leur candidature de manière réglementaire. Il nomme également les Membres d'Honneur.

8.5.10. Il établit le Comité des Finances.

8.6. Votes

Sauf prescription particulière prévue aux présents statuts, les décisions du Conseil se prennent à la majorité absolue des membres présents et représentés.

ARTICLE 9. LE BUREAU EXECUTIF.

9.1. Composition

Il est composé du Président du Conseil, des Vice-présidents, du Trésorier et du Secrétaire général. Aux réunions du Bureau Exécutif sont invités les Secrétaires Régionaux.

9.2. Rôle du Bureau Exécutif

9.2.1. Il assume la direction et la coordination des réunions de l'Assemblée générale et du Conseil.

9.2.2. Il discute et approuve l'ordre du jour du Conseil proposé par le Secrétaire général.

9.2.3. Il assume les tâches que lui confie le Conseil.

ARTICLE 10: LE SECRETARIAT GENERAL

Le Secrétariat Général est l'organe exécutif permanent de l'Office, sous la direction du Secrétaire Général et sous le contrôle du Conseil.

ARTICLE 11: LES REGIONS

11.1. Le regroupement de plusieurs directions nationales de l'Enseignement Catholique et d'autres personnes physiques ou morales constitue une région.

11.2. Chaque région se dote des structures et de l'organisation qui lui conviennent le mieux et élit ou nomme son Secrétaire régional.

11.3. Rôle des Régions :

11.3.1. Ils partagent les objectifs de l'Office,

11.3.2. Ils participent à la réflexion sur les thèmes choisis et élaborés par l'Office, au plan mondial, ainsi qu'à la réalisation des plans d'action proposés par l'Assemblée Générale et par le Conseil.

ARTICLE 12 : LE COMITE DES FINANCES

12.1. Le Conseil établit un Comité des Finances, dont le Secrétaire Général et le Trésorier sont membres de droit.

12.2. Les tâches du Comité des Finances sont :

12.2.1 De rechercher les sources de financement autres que les cotisations fixées réglementairement, et

12.2.2. De tenir en éveil auprès des Membres du Conseil, la conscience de leurs responsabilités dans la gestion des fonds de l'Office.

ARTICLE 13 : LA COMMISSION JURIDIQUE

13.1. Après consultation du Conseil, le Secrétaire général établit une Commission Juridique. Elle est composée de deux à quatre membres. Le mandat de cette commission est égal à celui donné au Conseil.

13.2. Les tâches de la Commission Juridique sont :

13.2.1. Elle veille à ce que toutes les candidatures soient conformes aux prescriptions statutaires.

13.2.2. Elle soumet à l'Assemblée Générale une ou plusieurs propositions de répartition géographique équitable des Conseillers.

13.2.3. Elle prend soin des exigences statutaires pour la régularité des votes et des élections.

13.2.4. Elle vérifie les pouvoirs des membres titulaires et les personnes représentées aux réunions de l'Assemblée Générale et du Conseil.

13.2.5. Toute autre fonction que lui confie le Conseil.

ARTICLE 14 : RELATIONS AVEC D' AUTRES INSTANCES NATIONALES OU INTERNATIONALES

Les relations avec d'autres instances nationales ou internationales sont établies par conventions approuvées par le Conseil.

B) DES PERSONNES ET DES FONCTIONS

ARTICLE 15: LE PRESIDENTE ET LES VICE-PRESIDENTS

15.1. Election

15.1.1. Le Président est choisi par le Conseil, à tour de rôle des Régions, sur proposition des Conseillers, parmi des personnes qui ont une expérience de la mission, des objectifs et de la culture de l'OIEC.

15.1.2. Les Vice-présidents, un pour chaque Région, sont choisis parmi les Conseillers des Régions qui n'assument pas la Présidence sur proposition de chacune de celles-ci.

15.1.3. Le Président et les Vice-présidents sont élus pour la période courant entre deux Assemblées Générales Ordinaires.

15.2. Rôle du Président

15.2.1 Représenter le Conseil en tant que Président, et s'exprimer en son nom entre deux sessions.

15.2.2. Convoquer et présider les Assemblées Générales et les réunions du Conseil. Il peut déléguer cette convocation au Secrétaire général.

15.2.3. Effectuer, en cas de nécessité, par les moyens habituels, les consultations qu'il juge opportunes avec les membres du Conseil.

15.2.4. Inviter aux réunions de l'Assemblée Générale ou du Conseil des experts pour consultation.

15.2.5. Recevoir un rapport de gestion du Secrétaire général, directement ou au sein du Conseil.

15.3 Rôle des Vice-présidents.

15.3.1 Les Vice-présidents secondent le Président et le suppléent le cas échéant.

15.3.2. Ils jouent le rôle de modérateur aux réunions du Conseil.

15.3.3. Ils exercent les tâches que leur recommandent le Conseil ou le Bureau Exécutif comme animateurs de Groupes ou de Commissions.

ARTICLE 16 : LE SECRETAIRE GENERAL

16.1. Election

16.1.1. Le Secrétaire Général est élu par les Membres présents ou représentés à l'Assemblée Générale, à la majorité absolue, ou, en cas de ballottage, à la majorité simple au second tour.

16.1.2. Il est élu pour la période courant entre deux Assemblées Générales Ordinaires, et toujours rééligible.

16.1.3. En cas de force majeure, l'élection du Secrétaire Général est déléguée au Conseil, pour terminer le mandat en cours.

16.2. Rôle du Secrétaire Général

16.2.1. Le Secrétaire Général organise et dirige le Secrétariat Général de l'Office. Il est responsable de la gestion du Secrétariat Général devant le Conseil et l'Assemblée Générale.

16.2.2. Il coordonne et anime au niveau mondial l'activité des Secrétaires Régionaux et des Représentants Permanents.

16.2.3. Il propose au Conseil un plan d'action en liaison avec les Secrétaires Régionaux.

16.2.4. Il engage le personnel du Secrétariat Général.

16.2.5. Il signe les contrats et les conventions qui sont nécessaires pour la réalisation des buts de l'Office conformément aux Statuts.

16.2.6. Il établit, en accord avec le Conseil, la Commission Juridique.

16.2.7. Entre les sessions du Conseil, en cas d'urgence, le Secrétaire Général, avec l'accord du Président et de deux Conseillers au moins, peut prendre toute décision relevant statutairement du Conseil.

16.2.8. Entre les sessions de l'Assemblée Générale Ordinaire, il rend compte de sa gestion soit devant le Conseil, soit au Président représentant le Conseil.

16.2.9. Il peut se faire remplacer dans les réunions auxquelles il est invité, notamment par un Secrétaire Régional ou par un Représentant Permanent.

16.2.10. Il représente l'Office partout où c'est nécessaire et parle en son nom, avec les facultés de consentir, de renoncer, de déléguer et de substituer, dans les limites déterminés par le Conseil.

ARTICLE 17: LES SECRETAIRES REGIONAUX

17.1. Les Secrétaires Régionaux, élus ou nommés par l'organe de direction de chacune des régions, forment autour du Secrétaire Général un Collège de promotion, de réflexion et d'action.

17.2. Ils sont chargés des activités de l'Office dans leurs régions respectives dont ils sont le trait d'union entre tous les membres.

17.3. Ils assurent la liaison entre les membres de leur région et l'Office à l'échelle mondiale.

17.4. Ils tiennent le Secrétaire Général régulièrement informé de tout ce qui intéresse l'Office.

17.5. Ils préparent un rapport annuel qu'ils présentent au Conseil et à l'Assemblée Générale.

ARTICLE 18: LES REPRESENTANTS PERMANENTS

18.1. Les Représentants Permanents sont nommés par le Secrétaire Général et accrédités par lui - sauf exception de droit - pour représenter habituellement l'Office dans une ville auprès des

Institutions gouvernementales ou non gouvernementales avec lesquelles l'Office entretient des relations de coopération ou de consultation.

18.2. Les Représentants Permanents collaborent avec les Secrétaires Régionaux et participent, autant que possible, aux rencontres des régions.

18.3 Les Représentants permanents acceptent toutes les orientations et décisions approuvés par el Conseil.

ARTICLE 19: L'ASSISTANT ECCLESIASTIQUE

19.1. L'Assistant Ecclésiastique assure un service sacerdotal auprès de l'Office.

19.2. Il veille à l'intégrité de la foi et à la Communion avec l'Eglise Universelle.

19.3. Il est le garant de la dimension religieuse des motivations et objectifs de l'activité de l'Office.

19.4. Il est chargé de l'organisation de la prière et des célébrations liturgiques.

19.5. Il est nommé par le Saint-Siège, sur présentation par le Conseil d'une liste de candidats.

19.6. Il participe aux activités de l'Office avec voix consultative.

ARTICLE 20: LE TRESORIER

20.1. Le Trésorier administre les finances de l'Office selon les directives de l'Assemblée Générale et les décisions du Conseil.

20.2. Il vérifie régulièrement la comptabilité afin de permettre le contrôle du Conseil et présente en son nom, à l'Assemblée Générale, le rapport financier des exercices écoulés.

20.3. Il établit le budget pour la période à venir et le soumet au nom du Conseil à l'approbation de l'Assemblée Générale.

20.4. Il propose au Conseil un plan de financement et harmonise avec le Secrétaire Général le projet de budget et le programme d'activités.

20.5. Il peut demander au Conseil l'aide d'un ou de plusieurs assistants accrédités.

20.6. L'approbation du rapport financier, par l'Assemblée Générale, donne au Trésorier décharge de sa gestion.

TITRE IV : FINANCES

ARTICLE 21: RESSOURCES

Les ressources de l'Office proviennent des cotisations annuelles de ses membres et de toutes autres contributions éventuelles.

ARTICLE 22: ANNEE BUDGETAIRE

L'exercice financier va du 1^{er} janvier au 31 décembre.

TITRE V: DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 23: MODIFICATIONS ET ADDITIONS

23.1. Les modifications et additions à apporter aux présents statuts ne peuvent être adoptées que par une décision prise en Assemblée Générale Extraordinaire convoquée à cet effet.

Toutefois, elles peuvent être inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire à la condition que le projet ait été proposé aux Membres de l'Office avec la convocation de ladite Assemblée.

23.2. Pour être adoptée, la décision doit être prise à la majorité des 2/3 des Membres présents ou représentés, la présence ou la représentation des 2/3 des Membres de l'Assemblée avec voix délibérative étant exigée.

23.3. Toutefois, lorsque le projet de modifications ou d'additions préalablement adressé, comme ci-dessus stipulé, à chacun des Membres de l'Office, aura été proposé par le Conseil lui-même,

la majorité simple des Membres de l'Assemblée avec voix délibérative présents ou représentés sera requise. Néanmoins, si, dans les délais fixés par le Conseil, plus du 1/3 des Membres de l'Office se sont opposés par écrit à cette procédure, le projet ne pourra être adopté que par la procédure ordinaire.

ARTICLE 24: DISSOLUTION

24.1. La décision de dissoudre l'Office ne peut être prononcée que par une Assemblée Générale Extraordinaire, spécialement convoquée dans ce but.

24.2. Une telle décision doit être approuvée par au moins 2/3 des membres présents ou représentés avec droit de vote de l'Assemblée.

24.3. Ladite Assemblée Générale Extraordinaire procède à la liquidation du passif et à l'affectation de l'actif ; elle prend toutes mesures utiles.

ARTICLE 25: TRADUCTION

25.1. Les statuts peuvent être traduits dans toute langue d'un Membre de l'Office. La traduction peut être modifiée pour certains points qui créent un conflit dans la langue dans laquelle ils sont traduits. Pour être authentique, toute traduction doit, avec les instruments appropriés, être soumise au Secrétariat Général pour décision du Conseil.

25.2. Toutefois, quel que soit le vocabulaire adopté, le sigle international de l'Office demeure toujours "OIEC".

25.3. En cas de doute sur l'interprétation des présents statuts, le texte original français fait foi.

Fait et adopté à S. Jacques de Compostelle (Espagne), le 25 mai 2007.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Les membres constituants et associés, réunis en Assemblée Générale, pour modifier les statuts de l'OIEC, ont adopté le présent protocole additionnel aux statuts qui leur est annexé :

ARTICLE 1:

L'OIEC veut être une association de fidèles, conformément aux dispositions du Code de Droit Canonique, Livre II, Titre V, et du Directoire concernant les O.I.C.

ARTICLE 2:

Le projet des Statuts de l'OIEC, ainsi que le texte adopté en dernière lecture par l'Assemblée Générale est soumis à l'approbation du Saint-Siège. Il en est de même pour toute modification. Aucun texte de Statuts n'entrera en vigueur avant d'avoir obtenu cette approbation.

ARTICLE 3:

Les "Autorités compétentes", visées à l'art. 4.1. des statuts, sont les autorités canoniquement compétentes désignées aux can. 301 § 1 et 312 du C.D.C.

ARTICLE 4:

Les candidatures à la fonction de Secrétaire Général de l'OIEC sont soumises à l'agrément préalable du Saint-Siège.

A cet effet, l'appel aux candidats doit se faire au moins six mois avant l'ouverture de l'Assemblée Générale (ou du Conseil) appelée à se prononcer, et clôturé au plus tard trois mois avant le début de la session de cet organe délibérant.

ARTICLE 5:

L'Assistant Ecclésiastique est nommé par le Saint-Siège, conformément au can. 317 du C.D.C.

Fait et adopté à Santiago de Compostela (Espagne) le 25 mai 2007.

INDEX

PREAMBLE

TITLE I: GENERAL PROVISIONS

Article 1: Creation and official title

Article 2: Head office and duration

Article 3: Definition and aims

TITLE II: MEMBERS

Article 4: Categories of Members

Article 5: Membership

TITLE III: STRUCTURES AND RESPONSABILITIES

A) STRUCTURES

Article 6: The various organizational structures

Article 7: The General Assembly

7.1. Composition

7.2. Organisation

7.3. Frequency of meetings

7.4. Votes

7.5. Role of the General Assembly

7.6. Extraordinary General Assembly

Article 8: The Council

8.1. Composition

8.2.

8.3 Organization of the Council

8.4. Frequency of meetings

8.5. Role of the Council

8.6. Votes

Article 9: The Board of Governors

9.1. Composition

9.2. Functions of the Board of Governors

Article 10: The General Secretariat

Article 11: The Regions

Article 12: The Finance Committee

Article 13: The Legal Committee

Article 14: Relations with other national or international bodies

B) OFFICIALS AND FUNCTIONS

Article 15: The President and the Vice-presidents

15.1 Election

15.2 Functions of the President

15.3 Functions of the Vice-presidents
Article 16: The Secretary General
16.1 Election
16.2 Role of the Secretary General
Article 17: The Regional Secretaries
Article 18: The Permanent Representatives
Article 19: The Ecclesiastical Assistant
Article 20: The Treasurer

TITLE IV: FINANCES

Article 21: Resources
Article 22: The Financial year

TITLE V: FINAL PROVISIONS

Article 23: Amendments and additions
Article 24: Closing down
Article 25: Translation

PREAMBLE

In view of Vatican Council II's Declaration on Christian Education, "Gravissimum Educationis momentum", and more particularly article 12 of this Declaration, which strongly emphasizes the necessity of coordinating school activities on the diocesan, national and international level;
In view of the Code of Canon Law, and more particularly the norms relating to associations of the faithful (can.298 to 329), as well as the Directory of Catholic International Organizations (OIC);
In view of various statements on Christian Education contained in documents issued by the Holy See since Vatican Council II;
Taking into consideration various international declarations and conventions on education and teaching;
The Constituent and Associate Members, gathered at this General Assembly in Santiago of Compostela, Spain, on May 25, 2007, adopt the amended Statutes of the OIEC, which text follows:

TITLE 1: GENERAL PROVISIONS

ARTICLE 1: CREATION AND OFFICIAL TITLE

The title of this association shall be the International Office of Catholic Education, generally abbreviated to and hereinafter to be known as "OIEC".

ARTICLE 2: HEAD OFFICE AND DURATION

It shall be established for an unlimited duration. Its head office shall be determined by the General Assembly and is currently located at 718 Ave. Houba de Strooper, 1020 Brussels, Belgium.

ARTICLE 3: DEFINITION AND AIMS

The OIEC is an international Catholic non-governmental association, with the following aims:

- 3.1. to participate in the Church's mission promoting Catholic-based education projects throughout the world;
- 3.2. to promote research on the specific contribution of the Catholic School in the field of education and on the School's adaptation to the needs, realities and aspirations of its environment;
- 3.3. to promote the creation, in school and educational institutions, of "educational communities" in which all partners work jointly and responsibly for educational and cultural progress, as well as for the development of an evangelical spirit, paying special attention to the most deprived and welcoming all those who place their trust in that school while respecting their consciences;
- 3.4. to create and develop ties of mutual assistance and active, responsible solidarity among members ;
- 3.5. to serve as a network for exchanges among its members, for the purpose of sharing their information and information from other educators, thanks to the development of communication;
- 3.6. to collaborate with the bodies of the universal Church, Episcopal conferences and other Catholic international organizations concerned with education;
- 3.7. to ensure the representation of Catholic Education in international bodies, particularly those concerned with education ;
- 3.8. to defend and promote the actual implementation of freedom of education in accordance with legal provisions, and to foster relationships of understanding and partnership between Catholic Education and the countries wherein it functions.

TITLE II: MEMBERS

ARTICLE 4: CATEGORIES OF MEMBERS

OIEC has four membership categories:

4.1. Constituent Members:

These are bodies recognized by the competent authority and responsible for coordinating and representing Catholic Education in a given country.

4.2. Associate Members:

These are teaching religious congregations that have an international extension.

4.3. Collaborating Members:

These are natural or legal persons desiring to collaborate actively with OIEC.

4.4. Honorary Members:

These are physical or legal persons who, by virtue of their function, merits and convictions, unequivocally and voluntarily give their moral or material support to the work of the OIEC.

ARTICLE 5: MEMBERSHIP

- 5.1. All applicants for membership shall send in a request accompanied by the necessary information and a commitment to adhere to OIEC's Constitution in order to contribute to its vitality and activities, and pay the yearly dues determined by the General Assembly.
- 5.2. Any member who has not paid annual dues for two successive years shall lose the right to vote until the situation is regularized, unless an explanation is provided that is satisfactory to the Council.
- 5.3. The Constituent Members shall be consulted about membership applications from new Collaborating Members having their headquarters in the same country.

TITLE III: STRUCTURES AND RESPONSIBILITIES

A) STRUCTURES

ARTICLE 6: THE VARIOUS ORGANIZATIONAL STRUCTURES

The structures of the OIEC include:

- the General Assembly,
- the Council
- the Executive Committee
- the General Secretariat
- the Regional Secretariats
- the Finance Committee
- the Legal Committee

ARTICLE 7: THE GENERAL ASSEMBLY

7.1. Composition

7.1.1 The General Assembly, the supreme body of the OIEC, shall consist of all the Constituent Members, a determined number of Associate Members, the Secretary General and the Regional Secretaries. Only these full members have the right to speak and vote at the Assembly.

7.1.2. The members of the Assembly with the right to speak but not the right to vote are also: Associate Members without the right to vote, Collaborating Members, Honorary Members, the Ecclesiastical Assistant and Permanent Representatives with the right to speak only.

7.2. Organisation

7.2.1. If possible, the Constituent Members shall participate in the General Assembly, through a representative delegation. The head of the delegation shall be responsible for the vote of the delegation; if he or she is absent from a deliberation, a substitute shall be appointed for purposes of voting.

For certain issues, the Council may decide that only full members may participate in the deliberations.

7.2.2. The Associate Members as a whole shall not have more than 10 votes, which shall be determined by decision of the group.

7.2.3. The agenda of the General Assembly shall be determined by the Secretary General and shall be subject to the Council's approval.

7.2.4. The Executive Committee and the Secretariat of the General Assembly shall be those of the Council.

7.2.5 The General Assembly shall be legally constitute when the absolute majority of the members with the right to vote are presents or represented.

7.3. Frequency of meetings

7.3.1. The General Assembly shall be convened by the President or by the Secretary General by delegation from the President.

7.3.2. The interval between two Ordinary General Assemblies shall be three years in principle, but cannot exceed four years. The General Assembly shall be convened with at least 3 months notice. The convocation shall include the agenda of the meeting.

7.4. Votes

Except in special cases mentioned in the statutes, decisions are determined by an absolute majority of the members present and represented (by proxy).

7.5 Role of the general assembly

7.5.1. The Ordinary General Assembly shall determine the OIEC's main lines of activity.

7.5.2. It shall elect the members of the Council.

7.5.3 It shall discuss and approve the activity report, plan of action and statement of accounts presented by the Council.

7.5.4 It shall set the dues of members, approve the accounts and pass the budget for the current year.

7.5.5 It shall approve the Rules of Procedure proposed by the Council. However, if the Council has adopted the proposal with a 2/3 majority of its members, the Rules of Procedure and any amendment thereto are applicable provisionally until the following General Assembly.

7.6. Extraordinary General Assemblies

Extraordinary General Assemblies may be convened by the Council or at the request of an absolute majority of the Constituent and Associate Members who, in their collective request, must provide the agenda and explain the general stipulations.

ARTICLE 8: THE COUNCIL

8.1. Composition

The Council shall consist of a minimum of 19 and a maximum of 32 members, namely :

8.1.1 Members with the right to speak and vote:

- * 15 to 19 Constituent Members,
- * 2 to 4 Associate Members,
- * the Secretary General,
- * the Regional Secretaries

8.1.2. Advisory Members:

- * 1 to 3 Collaborating Members elected by the Council
- * the Permanent Representatives
- * the Ecclesiastical Assistant

8.2. The legal persons (organizations) standing for election to the Council shall, when presenting their candidature, specify the natural person who shall be their official representative on the Council.

8.3 Organization of the Council

8.3.1. The Council shall be appointed for the period between two consecutive Ordinary General Assemblies.

8.3.2. The Council, at its first meeting after election, shall choose the Executive Committee from amongst its Members. The Secretary General shall be, by rights, a member of the Council.

8.3.3 The Constituent Members of Council shall be elected at the proposal of each of the Regions.

8.3.4. The Associate Members of Council shall be elected at the proposal of the group of Associate Members.

8.3.5. The Council Members if unable to be present may be represented by another Council Member or by an expert as a function of the agenda. Delegation shall be in writing and each person shall not have more than two votes.

8.3.6 Any Council Member who has not participated in the Council's activities for two years running and without explanation shall lose his mandate. In this case, or when activity stops or in any other circumstance, the Council shall name another member from the same group as a substitute, at the group's proposal.

8.3.7 When necessary, the President may consult the Council by letter. If the Council has been unable to meet during the year, the Secretary General, with the agreement of the President, shall convene the Executive Committee and the College of Regional Secretaries.

8.3.8 The Secretary General shall provide the Secretariat for the Council meetings.

8.3.9. At the Secretary General's proposal, the President may invite one or several experts to serve as advisors on one or several items on the agenda.

8.4 Frequency of meetings

8.4.1. The Council shall be convened by its President or by the Secretary General when delegated to do so.

8.4.2. The Council shall meet at least once a year and any time that at least 1/3 of the Members with voting rights request it. The Council shall send the convocation including the agenda for the meeting at least three months in advance.

8.5. Role of the Council

8.5.1. The Council shall ensure the implementation of the General Assembly's decisions and shall take all necessary measures for the proper functioning of the OIEC, including its financial administration.

8.5.2. It shall set the date and venue of the next General Assembly.

8.5.3. It shall prepare the General Assembly and decide the contents of the agenda.

8.5.4. It shall appoint the delegations or empower the President or the Secretary General to do so.

8.5.5. It shall authorize the Secretary General to sign Conventions and Agreements with other bodies and national or international institutions.

8.5.6. Between the General Assemblies, it shall approve the accounts and vote the budget. It shall determine the criteria for differentiating the various annual dues and the amount to be paid.

8.5.7. It shall determine the criteria for a fair distribution of the number of Council Members within the limits of article 8.1.1.

8.5.8. It shall elect the members of the Executive Committee.

8.5.9. It shall admit new Members who have duly submitted their application. It shall also name Honorary Members.

8.5.10. It shall establish the Finance Committee.

8.6. Votes

Except in special cases provided for in the statutes, the Council's decisions shall be determined by an absolute majority of members present and represented.

ARTICLE 9 THE EXECUTIVE COMMITTEE

9.1. Composition

The Executive Committee shall consist of the President of the Council, the Vice-presidents, the Treasurer and the Secretary General. The Regional Secretaries shall be invited to the meetings of the Board.

9.2. Functions of the Executive Committee

9.2.1. The Board shall ensure the planning and coordination of the meetings of the General Assembly and of the Council.

9.2.2 It shall discuss and adopt the agenda for the Council submitted by the Secretary General.

9.2.3. It shall carry out any tasks requested by the Council.

ARTICLE 10: THE GENERAL SECRETARIAT

The General Secretariat shall be the OIEC's permanent executive body. It shall be under the direction of the Secretary General and under the control of the Council.

ARTICLE 11: THE REGIONS

11.1 The grouping of several national Catholic educational associations (and other natural or legal persons) shall constitute a Region.

11.2 Each Region shall establish the structures and organization it deems appropriate and shall elect the full member of the Regional Secretariat.

11.3. Function of the Regions

11.3.1 They shall share the objectives of the OIEC.

11.3.2 They shall participate in consideration of the themes selected and developed by the OIEC at the international level, and in the action plans approved by the Assembly and the Council.

ARTICLE 12: THE FINANCE COMMITTEE

12.1. The Council shall set up a Finance Committee of which the Secretary General and the Treasurer shall be members by rights.

12.2. The Committee shall be responsible for:

1.2.2.1 Seeking sources of financing other than the constitutionally established membership dues,

1.2.2.2 Keeping the Council Members constantly aware of their responsibilities concerning the administration of the OIEC's funds.

ARTICLE 13: THE LEGAL COMMITTEE

13.1 The Secretary General, after consultation with the Council, shall establish a Legal Committee consisting of between 2 and 4 members with a mandate equal to the Council's.

13.2 The Committee shall be responsible for:

13.2.1 Ensuring that all the applications for membership conform to the present Statutes.

13.2.2 Making proposals to the Assembly on the equitable geographic distribution of the Council Members.

13.2.3 Ensuring compliance with the statutory requirements in terms of voting and elections

1.3.2.4. Verifying the credentials of the Full Members and the Members represented at the meetings of the General Assembly and the Council.

13.2.5. Any other task entrusted to it by the Council.

ARTICLE 14: RELATIONS WITH OTHER NATIONAL OR INTERNATIONAL BODIES

Relations with other national or international bodies shall be established by virtue of an Agreement approved by Council.

B) OFFICIALS AND FUNCTIONS

ARTICLE 15: THE PRESIDENT AND THE VICE-PRESIDENTS

15.1. Election

15.1.1. The rotating President shall be elected by Council at the proposal of the Council Members, between people who have experience of the mission, objectives and culture of the OIEC.

15.1.2. The Vice-presidents, one for each region, shall be elected from amongst the Council Members of the Regions that are not holding the rotating Presidency, as proposed by each of the Regions.

15.1.3. The President and the Vice-Presidents shall be elected for the period between two consecutive Ordinary General Assemblies.

15.2 Functions of the President

15.2.1 During the interval between two consecutive Council meetings, the President shall, by virtue of his function, represent the Council and speaks in its name.

15.2.2 The President shall convene the General Assemblies and the Council Meetings. He can delegate that function to the Secretary General.

15.2.3 The President shall, if necessary and through the usual procedures, carry out any consultations he feels necessary with the members of the Council.

15.2.4 The President shall invite experts for consultation in the meetings of the General Assembly or the Council

15.2.5 The President shall receive account of the activities of the Secretary General either directly or in Council.

15.3 Functions of the Vice-Presidents

15.3.1 The Vice-Presidents shall assist the President and, when necessary, shall deputize for him.

15.3.2. They shall act as moderators in Council meetings.

15.3.3. They shall undertake any tasks entrusted to them by the Council or the Executive Committee as leaders of the different Groups or Committees.

ARTICLE 16: THE SECRETARY GENERAL

16.1. Election

1.6.1.1 To elect the Secretary General, an absolute majority of votes of all Members present or represented at the General Assembly shall be required; in the case of a tie, a simple majority of votes shall be required on the second ballot.

16.1.2. The Secretary General shall be elected for the period between two Ordinary General Assemblies and shall always be eligible for re-election.

16.1.3. In the case of force majeure, the election of the Secretary General shall be delegated to the Council, who will choose someone to fill the unexpired term.

16.2. Role of the Secretary General.

1.6.2.1 The Secretary General shall organize and manage the OIEC's General Secretariat. He or she shall be accountable to the General Assembly and the Council for the management of the Secretariat General.

16.2.2. He or she shall coordinate and support, at world level, the activity of the Regional Secretaries and the Permanent Representatives.

16.2.3. He or she shall submit to the Council a plan of action in liaison with the Regional Secretaries.

16.2.4. He or she shall appoint the personnel of the General Secretariat.

16.2.5. He shall sign contracts and agreements as needed for the development of the objectives of the OIEC, pursuant to the Statutes.

16.2.6. He shall establish the Legal Committee with the agreement of Council.

16.2.7. If an emergency arises in the interval between two Council Meetings, the Secretary General may, with the agreement of the President and of at least two Council Members, make any decision for which the Council would normally be responsible according to the constitutional provisions.

16.2.8. In between the meetings of the Ordinary General Assembly, the Secretary General shall report on his/her administration either to the Council or to the President representing the Council.

16.2.9. The Secretary General, when invited to a meeting, may be represented by another delegate, preferably by a Regional Secretary or a Permanent Representative.

16.2.10. The Secretary General shall represent the OIEC whenever the need arises and shall speak in its name, with the ability to agree, desist, delegate and substitute, within the limits determined by the Council.

ARTICLE 17: THE REGIONAL SECRETARIES

- 17.1** The Regional Secretaries, elected in each Region by their respective bodies, shall form together with the Secretary General a collegial body for the purposes of promotion, reflection and action.
- 17.2.** They shall be entrusted with the OIEC's activities in their respective Regions and serve as the link between the OIEC and all the members of their Region.
- 17.3.** They shall ensure the liaison between the members of their Region and the OIEC at world level.
- 17.4.** They shall keep the Secretary General regularly informed of everything that concerns the OIEC in their Region.
- 17.5.** They shall draw up an annual report and present it to the Council and the General Assembly.

ARTICLE 18: THE PERMANENT REPRESENTATIVES

- 18.1.** The Permanent Representatives shall be designated by the Secretary General and accredited by him - except in the case of ex-officio accreditation - to represent the OIEC habitually in a city in any governmental or non-governmental Institutions with which the OIEC maintains cooperative or advisory relations.
- 18.2** The Permanent Representatives shall work closely with the Regional Secretaries and take part, to the extent possible, in meetings with the regions.
- 18.3** The permanent representatives will accept all directions and decisions approved by the Council.

ARTICLE 19: THE ECCLESIASTICAL ASSISTANT

- 19.1.** The Ecclesiastical Assistant shall render priestly services to the OIEC.
- 19.2.** He shall ensure that the wholeness of the Christian faith and communion with the Universal Church are maintained.
- 19.3.** He shall be the guarantor of the religious dimension of the motivations and aims of the OIEC's activity.
- 19.4.** He shall be entrusted with the organization of prayer and of liturgical celebrations.
- 19.5.** He shall be appointed by the Holy See from a list of candidates presented by the Council of OIEC.
- 19.6.** He shall participate in the OIEC's activities in an advisory capacity.

ARTICLE 20: THE TREASURER

- 20.1.** The Treasurer shall be the administrator of the OIEC's finances in accordance with the instructions of the General Assembly and the decisions of the Council.
- 20.2.** He shall check the accounts regularly to facilitate Council's supervision and shall present a financial report covering the years that have lapsed since his last report to the General Assembly on behalf of Council.
- 20.3.** He shall draw up the budget for the ensuing period and submit it for approval by the General Assembly on behalf of Council.
- 20.4.** He shall submit a financial plan to Council and reach an agreement with the Secretary General on the draft budget and the program of activities.
- 20.5.** He may request the Council for the help of one or several accredited assistants.
- 20.6.** The General Assembly's approval of the financial report shall signify that the Treasurer has performed his duties correctly.

TITLE IV: FINANCES

ARTICLE 21: RESOURCES

OIEC's financial resources shall stem from the annual membership dues of its members, all other possible contributions.

ARTICLE 22: THE FINANCIAL YEAR

The financial year shall be the calendar year: 1 January to 31 December.

TITLE V: FINAL PROVISIONS

ARTICLE 23: AMENDMENTS AND ADDITIONS

23.1. Any amendments or additions to the articles of this Constitution shall only be made by a resolution passed at an Extraordinary General Assembly which has been convened for that purpose. They may, however, be included in the Agenda of an Ordinary General Assembly provided that notice of the resolution has been given to the Members of the OIEC with the convocation to the said Assembly.

23.2. In order to be passed, the resolution shall require approval by absolute majority of 2/3 of the Members present or represented, provided also that 2/3 of members in the Assembly with right to vote that are present or represented.

23.3. When, however, a proposal to make an amendment or an addition (notice of which has previously been given, as stipulated above, to each Member of the OIEC) shall have been made by the Council itself, only a simple majority of the Members in the Assembly with right to vote present or represented shall be required. Nevertheless, if during the notification period given by the Council more than 1/3 of the Members of the OIEC indicate their opposition to this procedure in writing, the proposal can only be adopted by the normal procedure.

ARTICLE 24: DISSOLUTION

24.1 The decision to dissolve the OIEC shall only be made by an Extraordinary General Assembly especially convened for that purpose.

24.2 This decision shall be adopted by 2/3 of the members present or represented which have the right to vote in the Assembly.

24.3. This Extraordinary General Assembly shall decide on settlement of the OIEC's liabilities and the distribution of its assets, taking all necessary measures for this purpose.

ARTICLE 25: TRANSLATION

25.1. This Constitution may be translated into any language of a Member of the OIEC. The translation could be modified for specific points that create conflict in the language in which they are translated. To be admitted as authentic, all translations must be submitted, with the necessary documents, to the General Secretariat for the Council's approval.

25.2. However, whatever vocabulary is adopted, OIEC's distinguishing international set of initials shall remain "OIEC"

25.3. In case of doubt about the translation of the present Constitution, the original French text shall be the only reference.

Approved and adopted in Santiago of Compostela (Spain), May 25th 2007.

ADDITIONAL PROTOCOL

The Constituent and Associated Members gathered in the General Assembly to amend the Constitution of OIEC, have adopted the following draft protocol appended to the Constitution:

ARTICLE 1:

The OIEC wishes to be recognized as an association of the faithful, in accordance with the Code of Canon Law, Book II, Title V, and the Directory concerning Catholic International Organizations.

ARTICLE 2:

The OIEC's draft Constitution and the text adopted at the final reading by the General Assembly have been submitted to the Holy See for approval. The same shall apply to any modification of the text.

No text of the Constitution shall come into effect before that approval has been obtained.

ARTICLE 3:

The "competent authorities" referred to in art. 4.1 of the Constitution shall be the canonically competent authorities designated in Canons 301 (par. 1) and 312 of the Code of Canon Law.

ARTICLE 4:

Applications for the post of OIEC Secretary General shall be submitted to the Holy See for preliminary approval.

To this end, announcement of the vacancy shall be made to the applicants at least six months before the opening of the General Assembly (or Council Meeting) empowered to make the appointment and will close not later than three months before the Meeting of that deliberative body begins.

ARTICLE 5:

The Ecclesiastical Assistant shall be appointed by the Holy See, according to Can. 317 of the Code of Canon Law.

Approved and adopted in Santiago de Compostela (Spain), May 25th 2007.

INDICE

PREÁMBULO

TITULO I: DISPOSICIONES GENERALES

Artículo 1: Creación y denominación

Artículo 2: Sede y duración

Artículo 3: Definición y objetivos

TÍTULO II: MIEMBROS

Artículo 4: Categoría de los Miembros

Artículo 5: Adhesión

TITULO III: ESTRUCTURAS Y TAREAS

A) DE LAS INSTANCIAS

Artículo 6: Las distintas instancias

Artículo 7: La Asamblea General

7.1. Composición

7.2. Organización

7.3. Frecuencia de las reuniones

7.4. Votos

7.5. Funciones de la Asamblea General

7.6. Asamblea General Extraordinaria

Artículo 8: El Consejo

8.1. Composición

8.2

8.3. Organización del Consejo

8.4. Frecuencia de las reuniones

8.5. Funciones del Consejo

8.6. Votos

Artículo 9: La Junta Directiva

9.1. Composición

9.2. Funciones de la Junta Directiva

Artículo 10: La Secretaría General

Artículo 11: Las Regiones

Artículo 12: La Comisión de Finanzas

Artículo 13: La Comisión Jurídica

Artículo 14: Relaciones con otras instancias nacionales o internacionales

B) DE LAS PERSONAS Y SUS FUNCIONES

Artículo 15: El Presidente y los Vicepresidentes

15.1. Elección

15.2. Funciones del Presidente

15.3. Funciones de los Vicepresidentes

Artículo 16: El Secretario General

16.1 Elección

16.2 Funciones del Secretario General
Artículo 17: Los Secretarios Regionales
Artículo 18: Los Representantes Permanentes
Artículo 19: El Asistente Eclesiástico
Artículo 20: El Tesorero

TITULO IV: LAS FINANZAS

Artículo 21: Recursos
Artículo 22: Año presupuestario

TITULO V: DISPOSICIONES FINALES

Artículo 23: Modificaciones y adiciones
Artículo 24: Disolución
Artículo 25: Traducción

PROTOCOLO ADICIONAL

PREAMBULO

Teniendo en cuenta la Declaración del Concilio Vaticano II sobre la Educación Cristiana "Gravissimum Educationis momentum", y particularmente el N° 12 que insiste notoriamente en la necesidad de coordinación de las actividades escolares en el plano diocesano, nacional e internacional;

Confrontado el Código de Derecho canónico, y particularmente las normas referentes a las asociaciones de fieles (can.298 a 329), así como el Directorio referente a las Organizaciones Internacionales Católicas (OIC) ;

Siguiendo las orientaciones referentes a la educación cristiana, expresadas después del Concilio Vaticano II en los documentos de los dicasterios de la Santa Sede;

Habida cuenta de las declaraciones y convenciones mundiales relacionadas con la educación y la enseñanza;

Los Miembros Constituyentes y Asociados, reunidos en Asamblea General en Santiago de Compostela, España, a 25 de mayo de 2007, adoptan los Estatutos modificados de la OIEC, cuyo texto sigue a continuación:

TITULO 1: DISPOSICIONES GENERALES

ARTICULO 1. - CREACION Y DENOMINACION

Queda constituida la Oficina Internacional de la Educación Católica, cuyas siglas son OIEC, que, en lo sucesivo, se denominará la "Oficina".

ARTICULO 2. - SEDE Y DURACION

Su duración es ilimitada. La sede es determinada por la Asamblea General y actualmente se encuentra en Av. Houba de Strooper, 718 1020-Bruselas (Bélgica).

ARTICULO 3. - DEFINICION Y OBJETIVOS

La Oficina es una asociación mundial católica no-gubernamental, con las finalidades siguientes:

3.1. participar en la misión de la Iglesia promoviendo en el mundo un proyecto educativo de inspiración católica;

- 3.2. promover investigaciones sobre la aportación específica de la escuela católica en el campo educativo y sobre la adaptación de la escuela a las necesidades, realidades y aspiraciones del medio en que se inserta ;
- 3.3. promover la creación, en los centros escolares y educativos, de "comunidades educativas" en las que todos los participantes trabajan solidariamente y de manera responsable en el progreso escolar y cultural, así como en el desarrollo del espíritu evangélico, atendiendo especialmente a los más necesitados y acogiendo, en el respeto de las conciencias, a todos los que confían en esa escuela ;
- 3.4. crear y desarrollar lazos de ayuda mutua y de solidaridad activa y responsable entre los miembros;
- 3.5. servir como red de intercambio entre sus miembros para su propia información y la de los demás educadores, por medio del desarrollo de la comunicación
- 3.6. colaborar con los organismos de la Iglesia Universal, con las Conferencias Episcopales y con otras organizaciones católicas internacionales de educación ;
- 3.7. asegurar una representación de la Educación Católica ante las instancias internacionales, particularmente ante las que se ocupan de educación ;
- 3.8. defender y promover el ejercicio efectivo de la libertad de educación conforme a la justicia distributiva, y favorecer relaciones de reconocimiento mutuo y de asociación entre la Educación Católica y los países en los que ésta funciona.

TITULO II: MIEMBROS

ARTICULO 4. - CATEGORIAS DE LOS MIEMBROS

La Oficina admite cuatro categorías de miembros:

4.1. Los Miembros Constituyentes

Son los organismos reconocidos por la autoridad competente y encargados de coordinar y de representar a la Educación católica en un país.

4.2. Los Miembros Asociados:

Son los Institutos de Vida Consagrada que se dedican a la enseñanza y tienen una extensión internacional.

4.3 Los Miembros Cooperadores:

Son personas físicas o jurídicas que desean colaborar activamente con la Oficina.

4.4. Los Miembros de Honor:

Son personas físicas o jurídicas, las cuales, por sus funciones, sus méritos y sus convicciones, conceden voluntariamente y de modo manifiesto su apoyo moral o material a la acción de la Oficina.

ARTICULO 5. - ADHESION

- 5.1 Todo candidato que desee afiliarse a la Oficina, presenta como apoyo de su solicitud las informaciones que se requieren, contrae el compromiso de aceptar los Estatutos de la Oficina para contribuir a su eficacia y a sus actividades y de pagar la cuota anual fijada por la Asamblea general.
- 5.2 Todo miembro que durante dos años consecutivos no hubiere abonado la cuota anual, sin presentar una explicación satisfactoria al Consejo, pierde su derecho a voto hasta que regularice su situación.
- 5.3 Los Miembros Constituyentes deben ser consultados sobre la candidatura de nuevos Miembros Cooperadores que tengan la sede en su país.

TITULO III: ESTRUCTURAS Y TAREAS

A) DE LAS INSTANCIAS

ARTICULO 6. LAS DISTINTAS INSTANCIAS

La Oficina tiene la siguiente organización:

- La Asamblea General
- El Consejo
- La Junta Directiva
- La Secretaría General
- Las Secretarías Regionales.
- La Comisión de Finanzas
- La Comisión Jurídica

ARTICULO 7. LA ASAMBLEA GENERAL

7.1. Composición.

7.1.1. La Asamblea General, órgano supremo de la Oficina, está compuesta por todos los Miembros Constituyentes, un número determinado de Miembros Asociados, el Secretario general y los Secretarios regionales. Sólo estos miembros titulares tienen en la Asamblea voz deliberativa.

7.1.2. Son también miembros de la Asamblea con voz pero sin voto: los Miembros Asociados que no poseen voz deliberativa, los Miembros Cooperadores, los Miembros de Honor, el Asistente Eclesiástico y los Representantes Permanentes.

7.2. Organización

7.2.1. Los Miembros Constituyentes participan en la Asamblea General en la medida de lo posible en delegación representativa; el jefe de delegación es responsable del voto de su delegación; si está ausente en alguna deliberación, designa nominalmente el derecho de voto. Para ciertos asuntos, el Consejo puede decidir que sólo los miembros titulares participan en las deliberaciones.

7.2.2. El conjunto de los Miembros Asociados no puede disponer de más de diez voces deliberativas que serán determinadas por decisión del mismo grupo.

7.2.3. El Secretario General establece el orden del día de la Asamblea General y el Consejo lo aprueba.

7.2.4. La Junta Directiva y la Secretaría de la Asamblea General son las del Consejo.

7.2.5. La Asamblea General estará legalmente constituida cuando estén presentes o representados la mayoría absoluta de los miembros con derecho a voto.

7.3. Frecuencia de las reuniones.

7.3.1. La Asamblea General es convocada por el Presidente o por el Secretario General por delegación de aquél.

7.3.2. El plazo entre dos Asambleas Generales es en principio de tres años, sin poder exceder de cuatro. La Asamblea General se habrá de convocar con tres meses, al menos, de antelación acompañándose a la convocatoria el orden del día de la reunión.

7.4. Votos

Salvo prescripción particular prevista en los presentes Estatutos, las decisiones de la Asamblea General se toman por mayoría absoluta de los miembros presentes y representados.

7.5 Funciones de la Asamblea General

7.5.1. Determina las líneas directrices de la actividad de la Oficina.

7.5.2. Elige a los Miembros del Consejo.

7.5.3. Discute y aprueba el Informe de actividades y el Plan de acción, así como el Informe financiero, presentados por el Consejo.

7.5.4 Fija la cuota de los Miembros, aprueba las cuentas y vota el presupuesto para el año corriente.

7.5.5 Establece un Reglamento Interior, a propuesta del Consejo. Sin embargo, cuando el proyecto ha sido aprobado por el Consejo por mayoría de los 2/3 de sus Miembros, el Reglamento o las enmiendas se aplican provisionalmente hasta la próxima Asamblea.

7.6 Asamblea General Extraordinaria

Pueden convocarse Asambleas Generales Extraordinarias por iniciativa del Consejo o a petición de la mayoría absoluta de los Miembros Constituyentes y Asociados, quienes, en su petición colectiva, deben precisar el orden del día que proponen y las modalidades generales que desean.

ARTÍCULO 8: EL CONSEJO

8.1 Composición:

El Consejo se compone, al menos, de 19 miembros y, a lo más, de 32, a saber

8.1.1. Miembros con voto deliberativo:

- * 15 a 19 Miembros Constituyentes,
- * 2 a 4 Miembros Asociados,
- * El Secretario General.
- * los Secretarios Regionales

8.1.2. Miembros con voz consultiva:

- * 1 a 3 Miembros Cooperadores elegidos por el propio Consejo
- * los Representantes Permanentes,
- * el Asistente Eclesiástico.

8.2. Las personas jurídicas elegibles deben indicar, al presentar su candidatura al Consejo, la persona física que será el titular habitual del cargo.

8.3. Organización del Consejo

8.3.1 El Consejo se constituye para el período que media entre dos Asambleas Generales Ordinarias.

8.3.2 El Consejo, en su 1ª reunión después de su elección, elige de entre sus Miembros, a su Junta Directiva. El Secretario General forma parte, por derecho, de la Junta Directiva.

8.3.3. Los Miembros Constituyentes del Consejo son elegidos a propuesta de cada una de las Regiones.

8.3.4. Los Miembros Asociados del Consejo, son elegidos a propuesta del grupo de los Miembros Asociados.

8.3.5. Los Consejeros, en caso de impedimento, pueden hacerse representar por otro Consejero o por un experto, en función de orden del día. En todo caso la delegación se hará por escrito y cada persona no puede acumular más de dos votos.

8.3.6. Todo Miembro del Consejo que no haya participado en las actividades, sin justificación y durante dos años seguidos, pierde su mandato. En ese caso, o cuando se produzca una baja por cualquier otra circunstancia, el Consejo nombra para sustituirle a otro miembro del mismo grupo a propuesta de dicho grupo.

8.3.7. Si es menester, el Presidente puede proceder a consultar por correspondencia al Consejo. Cuando el Consejo no haya podido reunirse durante el año, el Secretario General, de acuerdo con el Presidente, reunirá a la Junta Directiva y al Colegio de Secretarios regionales.

8.3.8. El Secretario General se encarga de la Secretaría de las reuniones del Consejo.

8.3.9. A propuesta del Secretario General, el Presidente puede invitar a uno o varios expertos para consultarles sobre uno o varios puntos del orden del día.

8.4. Frecuencia de las reuniones

8.4.1 El Consejo es convocado por su Presidente o por el Secretario General por delegación de aquél.

8.4.2 El Consejo se reúne de forma ordinaria, al menos una vez al año, y cada vez que lo solicite el Presidente o al menos 1/3 de los Consejeros con voz deliberativa. El Consejo se habrá de convocar con tres meses, al menos, de antelación, acompañándose a la convocatoria el orden del día de la reunión.

8.5. Funciones del Consejo

8.5.1. El Consejo vela por la ejecución de las decisiones de la Asamblea General y toma las medidas necesarias para la actividad de la Oficina, cuya gestión financiera asegura.

8.5.2. Fija la fecha y el lugar de la próxima Asamblea General.

8.5.3. Prepara la Asamblea General y decide el orden del día de la misma.

8.5.4. Nombra a las delegaciones o encarga esta misión al Presidente o al Secretario General.

8.5.5. Autoriza al Secretario General a firmar los Convenios o Acuerdos con otros organismos o instituciones nacionales o internacionales.

8.5.6. En el periodo entre las Asambleas Generales, aprueba las cuentas y vota el presupuesto. Determina los criterios de diferenciación de las tasas de cuotas anuales y fija el importe de las mismas.

8.5.7. Fija los criterios para un reparto equilibrado del número de consejeros dentro de los límites del artículo 8.1.1.

8.5.8 Elige a los miembros de la Junta directiva.

8.5.9 Admite a los nuevos Miembros que de forma reglamentaria hayan presentado su candidatura. Nombra igualmente a los Miembros de Honor.

8.5.10. Establece la Comisión de Finanzas.

8.6. Votos

Salvo prescripción particular prevista en los presentes estatutos, las decisiones del Consejo se toman por mayoría absoluta de los miembros presentes y representados.

ARTICULO 9. LA JUNTA DIRECTIVA

9.1. Composición:

La Junta Directiva está compuesta por el Presidente del Consejo, los Vicepresidentes, el Tesorero y el Secretario general. A las reuniones de la Junta Directiva son invitados los Secretarios regionales.

9.2. Funciones de la Junta Directiva:

9.2.1. Asume la dirección y coordinación de las reuniones de la Asamblea general y del Consejo.

9.2.2. Discute y aprueba el orden del día del Consejo propuesto por el Secretario general.

9.2.3. Asume las tareas que le encomiende el Consejo.

ARTICULO 10. - LA SECRETARÍA GENERAL

La Secretaría General es el órgano ejecutivo permanente de la Oficina, bajo la dirección del Secretario General y bajo el control del Consejo.

ARTICULO 11. - LAS REGIONES

11.1. El agrupamiento de varias direcciones nacionales de la Enseñanza Católica y de otras personas físicas o morales constituye una Región.

11.2. Cada Región se dota de las estructuras y la organización que mejor le convengan y elige al titular de la Secretaría regional.

11.3. Función de las Regiones:

11.3.1 Comparten los objetivos de la Oficina.

11.3.2 Participan en la reflexión sobre los temas elegidos de nivel mundial, y elaborados por la Oficina, así como en la realización de los planes de acción, propuestos por la Asamblea General y por el Consejo.

ARTÍCULO 12: LA COMISIÓN DE FINANZAS

12.1 El Consejo crea una Comisión de Finanzas del cual son miembros de derecho el Secretario General y el Tesorero.

12.2 Esta Comisión está encargada de:

12.2.1. Buscar otras fuentes de financiación, además de las cuotas fijadas reglamentariamente.

12.2.2. Poner sobre aviso a los miembros del Consejo acerca de la conciencia de sus responsabilidades en la gestión de los fondos de la Oficina.

ARTÍCULO 13: LA COMISIÓN JURÍDICA

13.1 El Secretario General, después de consultar al Consejo, constituye una Comisión Jurídica compuesta por entre dos y cuatro miembros y con un mandato igual al del propio Consejo.

13.2. Esta Comisión está encargada de:

13.2.1. Velar para que todas las candidaturas que se produzcan sean conformes a los presentes Estatutos.

13.2.2 Hacer propuestas a la Asamblea sobre la repartición geográfica equitativa de los Consejeros.

13.2.3 Cuidar el cumplimiento de las exigencias estatutarias en lo que se refiere a las votaciones y elecciones.

13.2.4. Verificar los poderes de los miembros titulares y las personas representadas a las reuniones de la Asamblea General y del Consejo.

13.2.5. Cualquier otra función que le encomiende el Consejo.

ARTÍCULO 14: RELACIONES CON OTRAS INSTANCIAS NACIONALES O INTERNACIONALES

Las relaciones con otras instancias nacionales o internacionales se establecen por convenios aprobados por el Consejo.

B) DE LAS PERSONAS Y SUS FUNCIONES

ARTÍCULO 15: EL PRESIDENTE Y LOS VICEPRESIDENTES

15.1 Elección

15.1.1. El Presidente es elegido por el Consejo, por turno de las Regiones, a propuesta de los Consejeros, entre personas que tengan experiencia de la misión, objetivos y vida de la OIEC

15.1.2. Los Vicepresidentes, uno por cada Región, son elegidos entre los Consejeros de las Regiones que no asumen la Presidencia a propuesta de cada una de ellas.

15.1.3. El Presidente y los Vicepresidentes son elegidos por el período que media entre dos Asambleas Generales Ordinarias.

15.2. Funciones del Presidente

15.2.1. Representar, en su calidad de Presidente, al Consejo y expresarse en su nombre en el intervalo entre dos sesiones.

15.2.2. Convocar y presidir las Asambleas Generales y las reuniones del Consejo. Puede delegar sus funciones de convocatoria en el Secretario General.

15.2.3. Efectuar en caso de necesidad y por los medios habituales, las consultas que juzgue oportunas con los miembros del Consejo.

15.2.4. Invitar a las reuniones de la Asamblea General o del Consejo, a expertos para su consulta.

15.2.5. Recibir cuenta de la gestión del Secretario general, directamente o en el seno del Consejo.

15.3. Funciones de los Vicepresidentes

15.3.1 Los Vicepresidentes asisten al Presidente y lo representan, si es menester.

15.3.2 Actúan de moderadores en las reuniones del Consejo.

15.3.2 Asumen las tareas que les encomiende el Consejo o la Junta Directiva como animadores de distintos Grupos o Comisiones.

ARTÍCULO 16: EL SECRETARIO GENERAL

16.1 Elección:

16.1.1. El Secretario General es elegido por los Miembros presentes y representados en la Asamblea General, por mayoría absoluta, o, en caso de empate, por mayoría simple en la segunda votación.

16.1.2. Es elegido para el período que media entre dos Asambleas Generales Ordinarias, y es siempre reelegible.

16.1.3. En caso de fuerza mayor, se delega en el Consejo la elección del Secretario General, para terminar el mandato en curso.

16.2. Funciones del Secretario General.

16.2.1. El Secretario General organiza y dirige la Secretaría General de la Oficina, siendo responsable de su gestión ante el Consejo y la Asamblea General.

16.2.2. Coordina y anima mundialmente la actividad de los Secretarios Regionales y de los Representantes Permanentes.

16.2.3. Propone al Consejo un Plan de Acción en conformidad con los Secretarios Regionales.

16.2.4. Contrata a los miembros del personal de la Secretaría General.

16.2.5. Suscribe los contratos y convenios que sean necesarios para el desarrollo de los objetivos de la Oficina, conforme a los Estatutos.

16.2.6. Constituye, de acuerdo con el Consejo, la Comisión Jurídica.

16.2.7. En el período entre las sesiones del Consejo, en caso de urgencia, el Secretario General, con el acuerdo del Presidente, y de, al menos, dos Consejeros, puede tomar toda decisión que sea atribución del Consejo, según los estatutos.

16.2.8. En el período entre dos Asambleas Generales Ordinarias, responde de su gestión ante el Consejo o ante el Presidente, que lo representa.

16.2.9. Puede hacerse representar en las reuniones a las que esté invitado, particularmente por un Secretario Regional o por un Representante Permanente.

16.2.10. El Secretario General representa a la Oficina donde sea menester y se expresa en su nombre, con facultades para consentir, desistir, delegar y sustituir, dentro de los límites determinados por el Consejo.

ARTICULO 17. LOS SECRETARIOS REGIONALES

17.1. Los Secretarios Regionales, elegidos en cada una de las Regiones por sus órganos respectivos, forman junto al Secretario General, un Colegio de promoción, de reflexión y de acción.

17.2. Están encargados de las actividades de la Oficina en su Región respectiva, en la que son el enlace entre todos los miembros.

17.3. Aseguran el enlace entre los miembros de su Región y la Oficina con carácter mundial.

17.4. Informan periódicamente al Secretario General sobre todo lo que interesa a la Oficina en su Región.

17.5. Preparan un informe anual que presentan al Consejo y a la Asamblea General.

ARTÍCULO 18: LOS REPRESENTANTES PERMANENTES

18.1. Los Representantes Permanentes son nombrados por el Secretario General y acreditados por él - salvo excepción de derecho - para representar habitualmente a la Oficina en una ciudad ante Instituciones, gubernamentales o no-gubernamentales, con las que la Oficina mantiene relaciones de cooperación o de consulta.

18.2. Los Representantes Permanentes colaboran con los Secretarios Regionales y participan en la medida de lo posible, en los encuentros de las Regiones.

18.3. Los Representantes permanentes acatarán todas las orientaciones y decisiones aprobadas por el Consejo.

ARTÍCULO 19: EL ASISTENTE ECLESIAÍSTICO

19.1. El Asistente Eclesiástico asume el servicio sacerdotal de la Oficina.

19.2. Vela por la integridad de la fe, y por la comunión con la Iglesia universal.

19.3. Es garante de la dimensión religiosa de las motivaciones y objetivos de la actividad de la Oficina.

19.4. Está encargado de la organización de la oración y de las celebraciones litúrgicas.

19.5. Es nombrado por la Santa Sede, mediante la presentación, por el Consejo, de una lista de candidatos.

19.6. Participa en las actividades de la Oficina con voz consultiva.

ARTÍCULO 20: EL TESORERO

20.1. El Tesorero administra las finanzas de la Oficina, de acuerdo con las instrucciones de la Asamblea General y con las decisiones del Consejo.

20.2. Verifica periódicamente la contabilidad, a fin de facilitar el control del Consejo y presenta en nombre de éste, a la Asamblea General, el informe financiero de los ejercicios anteriores.

20.3. Establece el presupuesto para el nuevo período y lo somete en nombre del Consejo, a la aprobación de la Asamblea General.

20.4. Propone al Consejo un plan de financiación y armoniza con el Secretario General el proyecto de presupuesto y el programa de actividades.

20.5. Puede solicitar del Consejo la ayuda de uno o varios asistentes acreditados.

20.6 La aprobación del informe financiero por la Asamblea General otorga la conformidad al resultado de la gestión del Tesorero.

TÍTULO IV: LAS FINANZAS

ARTÍCULO 21: RECURSOS

Los recursos de la Oficina proceden de las cuotas anuales de sus Miembros y de cualquier otra contribución eventual.

ARTICULO 22: AÑO PRESUPUESTARIO

El ejercicio financiero se extiende del 1 de enero al 31 de diciembre de cada año.

TÍTULO V: DISPOSICIONES FINALES

ARTÍCULO 23: MODIFICACIONES Y ADICIONES

23.1. Las modificaciones y adiciones que debieran introducirse en los presentes estatutos, sólo pueden adoptarse por decisión tomada en Asamblea General Extraordinaria convocada a tal efecto. Pueden constar, sin embargo, en el orden del día de la Asamblea General Ordinaria, a condición de que el proyecto haya sido propuesto a los Miembros de la Oficina junto con la convocatoria de dicha Asamblea.

23.2. Para ser adoptada, la decisión debe tomarse por una mayoría de 2/3 de los Miembros presentes o representados, exigiéndose la presencia o la representación de los 2/3 de los Miembros de la Asamblea con voz deliberativa.

23.3 No obstante, cuando el proyecto de modificación o de adición, enviado previamente a cada uno de los Miembros de la Oficina, como queda estipulado, haya sido propuesto por el mismo Consejo, se requerirá la presencia o representación de la mayoría simple de los Miembros de la Asamblea con voz deliberativa. Sin embargo, si más de 1/3 de los Miembros de la Oficina se han opuesto, por escrito, a ese procedimiento, dentro de los plazos fijados por el Consejo, el proyecto sólo podrá ser adoptado por el procedimiento ordinario.

ARTICULO 24: DISOLUCION

24.1. La decisión de disolver la Oficina sólo podrá ser pronunciada por una Asamblea General Extraordinaria, convocada especialmente a tal fin

24.2 Esa decisión deberá ser aprobada por los 2/3 de los miembros presentes o representados con derecho a voto de la Asamblea.

24.3. Dicha Asamblea General Extraordinaria procede a la liquidación del pasivo y a la asignación del activo y toma todas las medidas útiles al efecto.

ARTICULO 25: TRADUCCION

25.1. Pueden traducirse los Estatutos en la lengua de cualquier Miembro de la Oficina pudiéndose modificar la traducción en los puntos concretos que puedan crear conflicto en la lengua en que se traducen. Para ser auténtica, toda traducción deber ser sometida, acompañada de los instrumentos apropiados, a la Secretaría General para la aprobación del Consejo.

25.2. Sin embargo, sea cualquiera la lengua a la que se hayan traducido, la sigla internacional de la Oficina seguirá siendo OIEC

25.3. En caso de duda sobre la interpretación de los presentes estatutos, el texto original francés da fe.

Hecho y adoptado en Santiago de Compostela (España), el 25 de mayo de 2007.

PROTOCOLO ADICIONAL

Los Miembros Constituyentes y Asociados, reunidos en Asamblea General, para modificar los estatutos de la OIEC, ha adoptado el presente protocolo adicional de los estatutos a los que acompaña como addenda:

ARTICULO 1.

La OIEC quiere ser una asociación de fieles, conforme a las disposiciones del Código de Derecho Canónico, Libro II, Título V, y del Directorio referente a las O.I.C.

ARTICULO 2.

El proyecto de Estatutos de la OIEC, así como el texto adoptado por la Asamblea General, en la última revisión, se somete, para aprobación, a la Santa Sede. Se hará igualmente con toda modificación.

Ningún texto de Estatutos entrará en vigor antes de haber conseguido dicha aprobación.

ARTICULO 3.

Las "Autoridades competentes", a las que se refiere el art. 4.1. de los estatutos, son las autoridades canónicamente competentes, señaladas en los cans. 301, par. 1 y 312 del C.D.C.

ARTICULO 4.

Las candidaturas al cargo de Secretario General de la OIEC deben someterse al acuerdo previo de la Santa Sede.

A tal efecto, la convocatoria a su candidatura debe hacerse por lo menos, seis meses antes de la apertura de la Asamblea General (o del Consejo) llamada a pronunciarse, y será cerrada como muy tarde, tres meses antes del inicio de la sesión de ese órgano deliberativo.

ARTICULO 5.

El Asistente Eclesiástico es nombrado por la Santa Sede conforme al art. 317 del Código de Derecho Canónico.

Hecho y adoptado en Santiago de Compostela (España), el 25 de mayo de 2007.

